

« réalistes » nous opposons la nécessité d'une fidélité aux principes de la classe ouvrière, car seulement ainsi sa réalité prolétarienne est sauvegardée, et le développement de la lutte du prolétariat mondial assuré.

Idéalisme le nôtre ? Oui ! dans la mesure où l'on bouleverse la signification des mots et où idéalisme signifie compréhension des événements et de leurs lois, et non recherche de données abstraites pour idéaliser les soi-disant exigences de la contingence, ce qui revient, en définitive, à appuyer les intérêts de la classe ennemie.

Une base de principe est le reflet, contenu dans des documents programmatiques, d'une ligne de tendance historique spécifique à la classe, et il suffit de s'en écarter pour que l'ennemi en tire son profit, même si nous voyons grossir l'importance numérique ou l'influence apparente de l'organisme ouvrier, qu'il soit le syndicat, le parti ou l'Etat.

Par contre, l'établissement d'une base de principe pour l'action du prolétariat signifie ouvrir la porte devant une multitude de possibilités de luttes spécifiques à la classe. Il ne dépendit certes pas des bolchéviks, si lors de leur victoire en Russie, le prolétariat mondial ne possédait pas de solution de principe à la question des rapports entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes. Il revient désormais aux fractions de gauche de résoudre ce problème. Elles constitueront, dans l'intérêt de la révolution russe et des révolutions à venir, l'artère permettant le fonctionnement et le développement de la vie de la classe ouvrière mondiale, au delà de contingences immédiates et variables innombrables.

Ainsi, le patrimoine idéologique du prolétariat, l'arsenal pour sa lutte révolutionnaire, sera complété par la nouvelle arme politique indispensable pour la lutte et pour la victoire révolutionnaire.

La théorie centrisme du « socialisme en un seul pays » est la fille légitime du manque de conscience du prolétariat mondial, qui se trouva non préparé devant les problèmes formidables issus d'Octobre 1917. A nouveau, dans l'histoire, une situation devait se présenter où il revenait au prolétariat de jouer un rôle dont il ne pouvait s'acquitter. Et, en outre, le processus historique n'ayant pas permis au parti bolchévik de préparer les conditions positives pour assurer une politique marxiste et une fonction révolutionnaire à l'Etat ouvrier, après le reflux de la vague révolutionnaire et la consolidation des différents Etats capitalistes !

Les critiques présentées par des groupes de communistes hollandais et allemands, lors de l'instauration de la Nep, ont été bannies des rangs de l'Internationale Communiste, comme autant d'hérésies antimarxistes, et cela par une démolition impitoyable des positions particulières que ces groupes défendaient sur différents problèmes de la lutte ouvrière : syndicats, question parlementaire, paysannerie, etc. Une lutte de principe sur le problème de la politique de l'U. R. S. S. n'était pas possible à cette époque, l'Internationale se trouvant devant la nécessité de donner des solutions immédiates aux rapports de l'Etat ouvrier avec les Etats capitalistes, sans bénéficier d'un système fondamental précédemment acquis. Dans la mesure où l'erreur n'est qu'une manifestation de la réalité elle-même, et que cette erreur peut donc faire apparaître la nécessité de comprendre cette réalité, nous pouvons affirmer que l'Internationale avait le devoir de s'approprier la substance prolétarienne de ces groupes, au lieu d'obtenir une victoire qui n'en était pas une, et qui n'était nullement difficile à obtenir en démolissant, en discréditant ces groupes dans le mouvement ouvrier.

La lacune sur le problème des rapports entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes devait, à cause de la défaite chinoise surtout, permettre la victoire du centrisme au sein des partis communistes. L'exclusion de la gauche marxiste en 1927 représente la plus terrible des défaites essuyées par le prolétariat mondial dans l'après guerre. Les partis communistes, l'International, l'Etat ouvrier lui-même sont, dès lors, acquis à l'évolution historique opposée à celle qui s'était présentée avec la fin de la guerre.

L'Etat ouvrier scinde en 1927, et ouvertement, ses intérêts des intérêts du prolétariat des autres pays. Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer dans notre

article sur le « Seizième anniversaire de la révolution russe (« Bilan », novembre 1933), la défaite du prolétariat chinois, et le rapport de force mondial qui en découla, constitue la prémisse politique pour dresser la théorie des réalisations « socialistes progressives » en Union Soviétique. Quand nous affirmons que la société est divisée en classes, et que — au point de vue historique — cette société fonctionne comme un « tout mondial », et non comme une addition de secteurs économiques disparates (coloniaux, capitalistes, prolétariens), nous affirmons par là que l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie est le moteur de toutes les situations dans lesquelles nous vivons et que, à l'instant même où l'Etat ouvrier proclame son divorce avec le prolétariat mondial pour réaliser dans ses frontières le socialisme, puisqu'il ne peut pas rester campé en l'air, il doit finir par être encerclé et finalement incorporé dans l'évolution du capitalisme international. Quand nous disons que l'expulsion de la gauche marxiste a représenté la plus terrible des défaites, nous voulons non pas nous limiter au duel, du reste erroné : Staline-Trotsky, ni à l'autre beaucoup plus juste : centrisme-opposition de gauche marxiste, mais nous voulons caractériser la portée réelle de cet événement. Le centrisme devient un instrument à la disposition de l'ennemi pour la lutte contre le prolétariat ; seuls, de petits noyaux de la gauche marxiste continuent la lutte pour la révolution prolétarienne.

Dans la phase impérialiste du capitalisme, et au point de vue général, il n'existe que deux issues : l'une capitaliste : la guerre ; et l'autre prolétarienne : la révolution. C'est seulement l'insurrection des travailleurs qui peut empêcher le déclenchement de la guerre. Cette considération fondamentale, pour ne pas rester une affirmation théâtrale d'ornementation politique, doit devenir le critère pour l'établissement de toute notre activité politique, si **minime soit-elle**. Le fascisme, la victoire fasciste en Allemagne sont là pour nous prouver qu'au moment où le prolétariat s'est arrêté dans sa lutte révolutionnaire pour conquérir le « tout » : sa dictature révolutionnaire, le capitalisme est passé à la contre-offensive brutale pour réaliser son « tout » spécifique, c'est-à-dire l'écrasement de tous les organismes de résistance et de lutte de la classe ouvrière.

Au point de vue mondial, l'opposition entre les deux issues s'est révélée flagrante au travers des derniers événements. Et c'est la victoire du capitalisme international, abattant son talon de fer sur le corps du prolétariat allemand anéanti, qui constitue visiblement la condition même pour le regroupement des constellations impérialistes en vue de la guerre.

Nous avons expliqué la fonction qu'a joué l'Etat russe, au cours des événements qui se sont conclus par la victoire du fascisme en Allemagne. La fonction de cet Etat s'est exprimée, par le canal de l'I. C., et a consisté à imposer au parti communiste allemand une politique qui devait supprimer toute possibilité de lutte des ouvriers allemands contre le plan du capitalisme international, en vue de la victoire du nazisme.

Immédiatement après l'écrasement du prolétariat allemand, après que la condition historique pour la guerre fut remplie, nous pouvons assister à une activité diplomatique fébrile qui passe par l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Angleterre, pour finir aux Etats-Unis, et qui tend à s'accaparer l'appui de la Russie pour la prochaine conflagration. A cette activité capitaliste, le centrisme oppose l'abandon total et définitif de l'Internationale Communiste, tout en faisant miroiter devant les ouvriers l'idée que les pourparlers et les tractations pour la guerre, qui se développent dans le monde entier et auxquels participent la Russie, se transformeraient, du seul fait de la participation de délégués Soviétiques, en autant d'étapes contre la guerre et pour la « paix ». D'autre part, le centrisme explique la soudaine sympathie pour l'U.R.S.S. qui anime les Etats capitalistes, après la victoire des nazis, par la considération suivante : tous les Etats capitalistes n'auraient d'autre échappatoire aux manifestations de la crise économique, qu'une course de vitesse pour le renouement de relations politiques et économiques avec la Russie. On peut évidemment répondre facilement que, si réellement le poids de l'U.R.S.S. était tellement considérable, le centrisme devrait ne point offrir cette